

M. Penner: Ce que j'ai déclaré, monsieur l'Orateur, c'est qu'une combinaison de facteurs avait motivé l'intervention du gouvernement, intervention qui ne s'imposait pas auparavant. Si mon raisonnement laisse insatisfait le ministre de Grenville-Carleton (M. Baker), je devrai laisser à d'autres députés le soin de le convaincre.

Le rapport de l'OCDE souligne que, si une période de restriction volontaire est nettement préférable, et c'est le point de vue adopté par le gouvernement, il peut être souhaitable d'avoir recours à une mesure législative si les diverses parties ne peuvent s'entendre rapidement. C'est exactement ce qui s'est passé. On a fait des efforts précis et rigoureux pour en arriver à ce genre de restriction volontaire, mais cette démarche ayant échoué, le gouvernement est logiquement passé à l'étape suivante, soit la présentation d'une mesure. C'est précisément ce que le rapport de l'OCDE recommandait pour le Canada.

Le rapport prévoit ensuite que, si d'une part il existe des difficultés inhérentes à l'adoption d'une politique des prix et des revenus, la conjoncture globale devrait être plus favorable, à l'heure actuelle, au succès d'une telle mesure, que ce ne fut le cas pendant des années. La question est la suivante, et nous pouvons y répondre sans hésiter: existe-t-il maintenant de bonnes raisons pour justifier ce genre de politique économique alors qu'il n'y en avait pas il y a six mois ou un an? Je pense qu'il y en a. Le gouvernement peut maintenant prouver que le moment est venu d'imposer des contrôles qui n'auraient peut-être pas été opportuns dans le passé.

Certains ont souligné que l'économie était au seuil d'une relance, qu'il y a des indices d'une reprise de productivité et qu'une hausse du produit national brut va s'ensuivre. Alors, pourquoi imposer des contrôles maintenant? Le moment n'est-il pas mal choisi puisqu'il y a des signes de reprise? Assurément on a dit qu'il vaudrait mieux maintenir une politique économique de non-intervention à l'égard des revenus et des prix et les résultats que nous voulons tous obtenir viendraient tout naturellement. Toujours au sujet du rapport de l'OCDE, on y laisse entendre que la croissance économique n'est nullement incompatible avec les politiques anti-inflationnistes. Autrement dit, elles ne s'opposent pas entre elles mais elles peuvent coexister si elles sont compatibles et arriver aux mêmes objectifs, même plus rapidement. En fait, les deux éléments, forte expansion et programme anti-inflation, peuvent contribuer à réduire les coûts et les prix excessifs surtout s'ils vont de pair avec une amélioration sensible de la productivité. C'est un troisième élément, notre taux de productivité doit progresser avec la reprise et la lutte contre l'inflation.

Dans une grande mesure, le succès du programme anti-inflation du gouvernement dépendra de ce que seront les prix dans les supermarchés et de ce qui arrivera dans le domaine du logement. Voilà les deux derniers points que je désire mentionner. Je veux que ce programme soit un succès, naturellement. Je veux qu'il accomplisse ce que le gouvernement espère accomplir, éliminer les anticipations inflationnistes, nous ramener à la raison pour que nous n'exigions pas de l'économie plus qu'elle ne peut donner. S'il doit être un succès, si les Canadiens doivent l'accepter, son succès dépend dans une certaine mesure de ce qui se passe au supermarché et dans le secteur du logement.

Personne ne nie que le secteur primaire doit être encouragé à produire toutes les denrées dont nous avons besoin pour nous nourrir et qu'il faut les produire efficacement. Je suis bien convaincu, toutefois, que les consommateurs veulent l'assurance que les producteurs primaires du

Loi anti-inflation

Canada suivront le principe général énoncé dans le Livre blanc sur la lutte contre l'inflation, c'est-à-dire que les augmentations ne refléteront que les hausses de coût normales et rien de plus.

Tout le monde sait que les revenus agricoles se sont rétablis ces dernières années et que les cultivateurs qui n'obtenaient pas leur juste part par le passé se portent maintenant beaucoup mieux. Je suppose qu'on pourrait se demander à n'en plus finir s'ils reçoivent assez. A l'heure actuelle, toutefois, les consommateurs s'indigneront si les producteurs primaires s'attendent à recevoir plus que leurs augmentations de coûts. S'ils font payer davantage, il y aura beaucoup de mécontentement.

Le fait que la Commission anti-inflation surveillera les offices de commercialisation devrait réjouir tout le monde.

M. Baker (Grenville-Carleton): Tout le monde, sauf Eugene Whelan.

M. Penner: Il peut présenter son point de vue.

M. Baker (Grenville-Carleton): Il l'a fait.

M. Penner: Les offices de commercialisation sont relativement nouveaux au Canada. Personne ne sait avec certitude dans quelle mesure ils sont vraiment utiles aux producteurs primaires ni dans quelle mesure ils peuvent ne servir qu'à subventionner des opérations inefficaces ou même dans quelle mesure le consommateur doit en payer la note. Je suis heureux de ce que la Commission anti-inflation étudie la question minutieusement. Voilà ce à quoi s'attendent les consommateurs.

Le deuxième domaine que j'ai mentionné est le secteur de l'habitation. J'ai été impressionné par le récent rapport de l'Institut de recherches C. D. Howe sur l'habitation qui met sérieusement en doute certains des programmes d'habitation en place.

M. Broadbent: Cela ne m'étonne pas.

M. Penner: Quand on parle d'habitation au Canada, on parle d'une situation très relative. Nous savons tous que c'est chez nous que les gens sont le mieux logés au monde. Nous savons tous que nous sommes les personnes les mieux logées au monde et nous avons tous lieu d'être fiers de la qualité de nos logements. S'ils ne nous satisfont pas, si nous avons certaines critiques à formuler dans ce domaine, rappelons-nous que nous nous en sommes très bien tirés ces dernières années. Ce qui ne veut pas dire que nous ne pouvons pas faire mieux.

● (1620)

Le rapport C. D. Howe parle de la futilité de stimuler la demande quand le nombre des constructions nouvelles diminue. Il parle de l'importance des nouveaux propriétaires. On peut dire notamment des subventions fédérales aux nouveaux propriétaires qu'elles étaient destinées aux personnes qui avaient le plus besoin d'aide. D'autres programmes, provinciaux, étaient plus généraux, mais ils apportaient une aide à des gens qui n'en avaient pas besoin. Voulons-nous stimuler la demande? Voulons-nous encourager ceux qui sont déjà convenablement logés à chercher mieux? Au moment où le taux des nouvelles maisons diminue, pareille politique d'encouragement ne me semble pas opportune. Le rapport C. D. Howe laisse entendre que les gouvernements devraient faire beaucoup plus pour accroître l'offre de logements et pour diminuer quelque peu la demande.